

Les indicateurs de la procédure de déséquilibres macroéconomiques

Ronan Mahieu



Contexte

- Mise en place d'une procédure de déficits excessifs lors de la création de la zone euro

Déficits publics < 3% du PIB

Dette publique (brute) < 60% du PIB

- Mais la crise de 2008-2009 a mis en évidence que certains pays satisfaisant aisément ces critères présentaient des déséquilibres macroéconomiques menaçant à terme leur croissance économique (et, par conséquent, l'équilibre de leurs finances publiques)

Ex (parmi d'autres) : Espagne



Contexte

⇒ Création d'un tableau de bord visant à détecter des déséquilibres macroéconomiques excessifs

- déséquilibres internes: endettement interne, prix immobiliers, chômage...
- déséquilibres externes: balance courante, parts de marché à l'exportation...



Contexte

⇒ Mécanisme d'alerte: utilisation des indicateurs du tableau de bord (seuils indicatifs) combinée à un jugement économique

- le dépassement d'une valeur seuil par un ou plusieurs indicateurs ne suffit pas à prouver l'existence de déséquilibres

Le dépassement d'un seuil n'oblige donc pas en soi l'Etat-membre à mettre en œuvre des mesures correctrices (contrairement à la procédure de déficits excessifs)

- l'analyse doit tenir compte notamment de l'hétérogénéité des circonstances économiques (cycles décalés par ex) et des effets de rattrapage

- si en revanche l'analyse confirme l'existence de déséquilibres macroéconomiques préoccupants, la Commission peut demander au Conseil d'obliger l'Etat-membre à mettre en œuvre des actions correctives



1) *Indicateurs de déséquilibres externes et de compétitivité*

Données provisoires (en phase de validation par Eurostat) fournies à titre illustratif pour la France et 4 autres grands pays de l'UE: trois dans la zone € (Allemagne, Espagne et Italie) et un en dehors (Royaume-Uni)

Indicateur 1 : Solde de la balance courante

Somme des soldes :

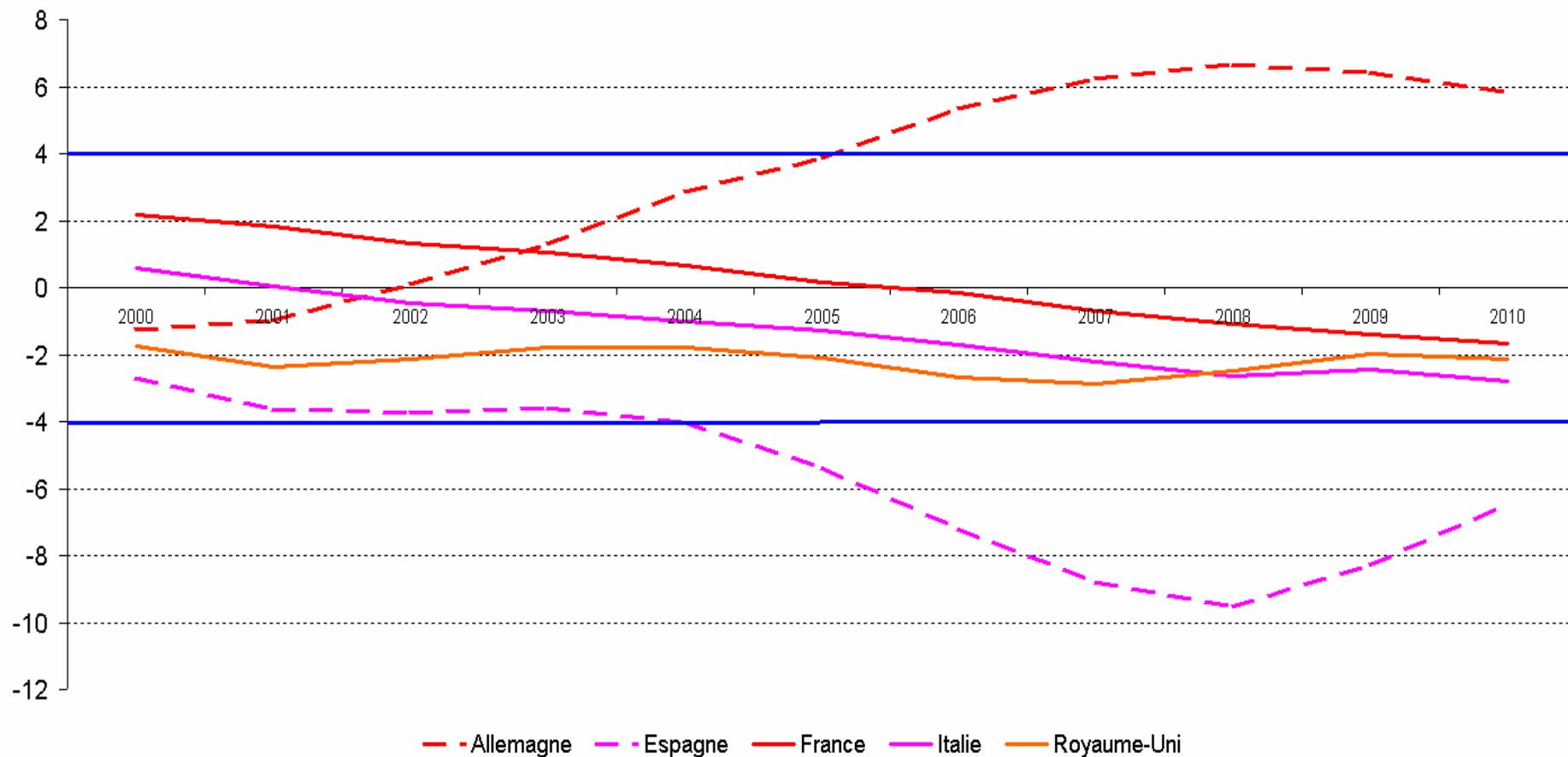
- de la balance des biens et services
- de la balance des revenus (rémunération des facteurs de production)
- de la balance des transferts courants

Moyenne mobile sur 3 ans

Seuils : +/- 4% du PIB (approche statistique)

Indicateur 1 : Solde de la balance courante

Balance courante (% du PIB) - Moyenne mobile sur 3 ans



Indicateur 2 : Position extérieure nette

Contrepartie en termes de stocks de ce que représente la balance courante en termes de flux

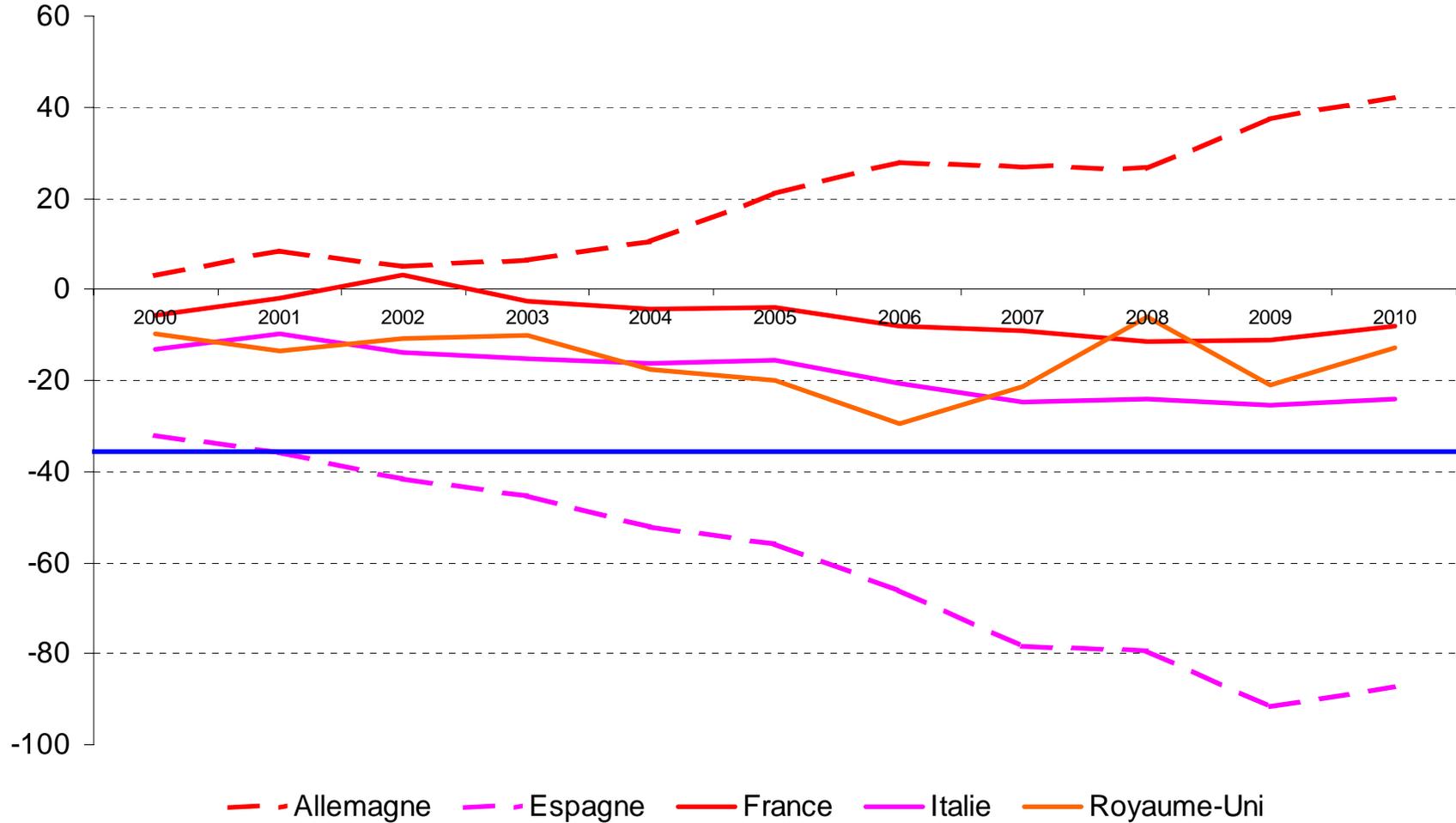
Son analyse traduit partiellement l'impact cumulé des déséquilibres passés de la balance courante (jouent aussi des effets de valorisation: taux de change et cours de bourse)

Seuils : -35% du PIB (approche statistique)



Indicateur 2 : Position internationale nette en matière d'investissement

Position extérieure nette (% du PIB)



Indicateur 3 : Taux de change effectif réel

Moyenne des taux de change avec 35 pays industrialisés déflatés par l'indice des prix à la consommation harmonisé, pondérée par l'importance des échanges avec ces pays

rend compte de l'impact sur la compétitivité des taux de change et des différences d'évolution des prix

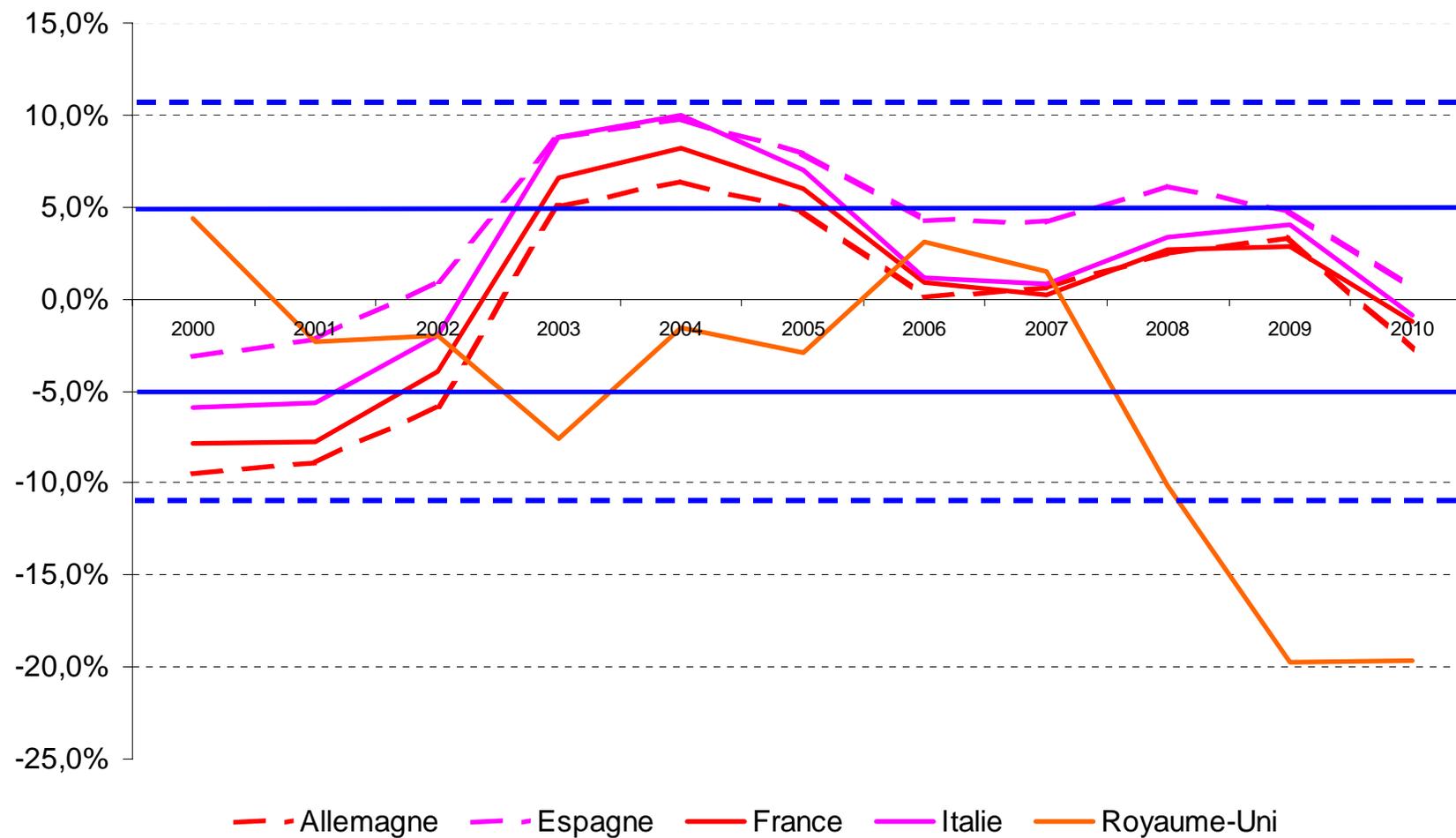
Evolution sur 3 ans

Seuils : +/- 6% dans la zone euro, +/- 11% ailleurs (approche statistique)



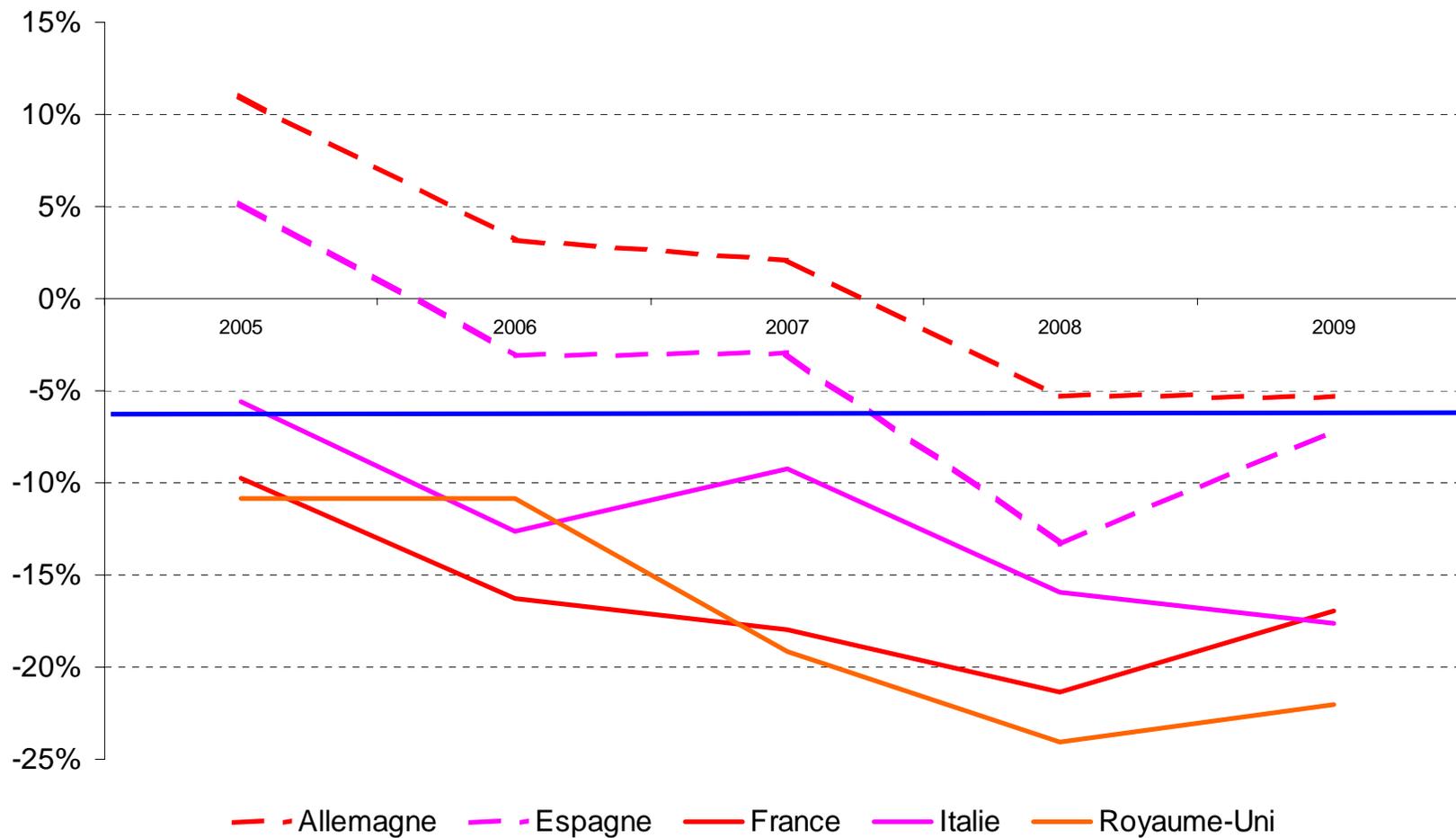
Indicateur 3 : Taux de change effectif réel

Taux de change effectif réel (évolution sur 3 ans)



Indicateur 4 : Part de marché à l'exportation

Part de marché à l'exportation (évolution sur 5 ans)



Indicateur 5 : Coûts salariaux unitaires

Rapport entre le coût salarial total (salaires + cotisations) et la valeur ajoutée de l'économie

rend compte des évolutions comparées du coût du travail et de la productivité: les coûts salariaux unitaires n'augmentent que si le coût horaire du travail augmente plus vite que la productivité horaire

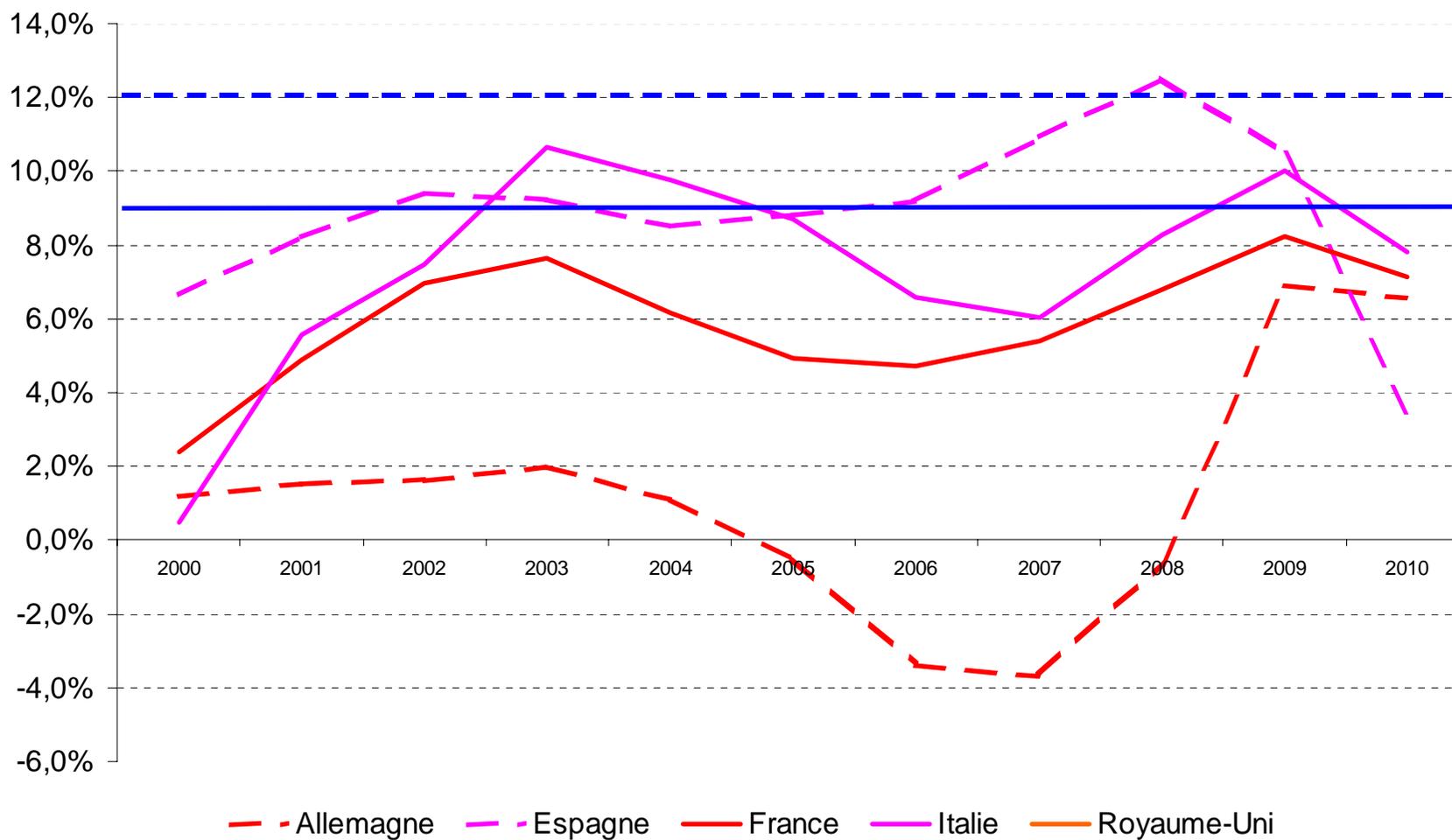
Evolution sur 3 ans

Seuils : +9% dans la zone euro, +12% ailleurs (approche statistique)



Indicateur 5 : Coûts salariaux unitaires

Coûts salariaux unitaires (évolution sur 3 ans)



2) Indicateurs de déséquilibres internes

Indicateur 6 : Prix réel des logements

Evolution annuelle du prix réel des logements (prix des logements déflaté par l'indice des prix à la consommation)

lorsque le prix des logements évolue comme l'indice des prix à la consommation, l'évolution du prix réel des logements est nulle

Seuils : +6% (approche statistique)

Données non disponibles à l'heure actuelle pour tous les pays (obligation réglementaire à partir du T2 2012)

France: - indice Notaires-Insee disponibles dans l'ancien

- pas d'équivalent dans le neuf à ce jour (on ne construit pas des logements neufs partout sur le territoire: problème de représentativité)

Indicateur 7 : Flux de crédit accordés aux agents privés

Flux de crédits (prêts et titres autre que les actions, à l'exclusion des crédits commerciaux) accordés aux entreprises et aux ménages

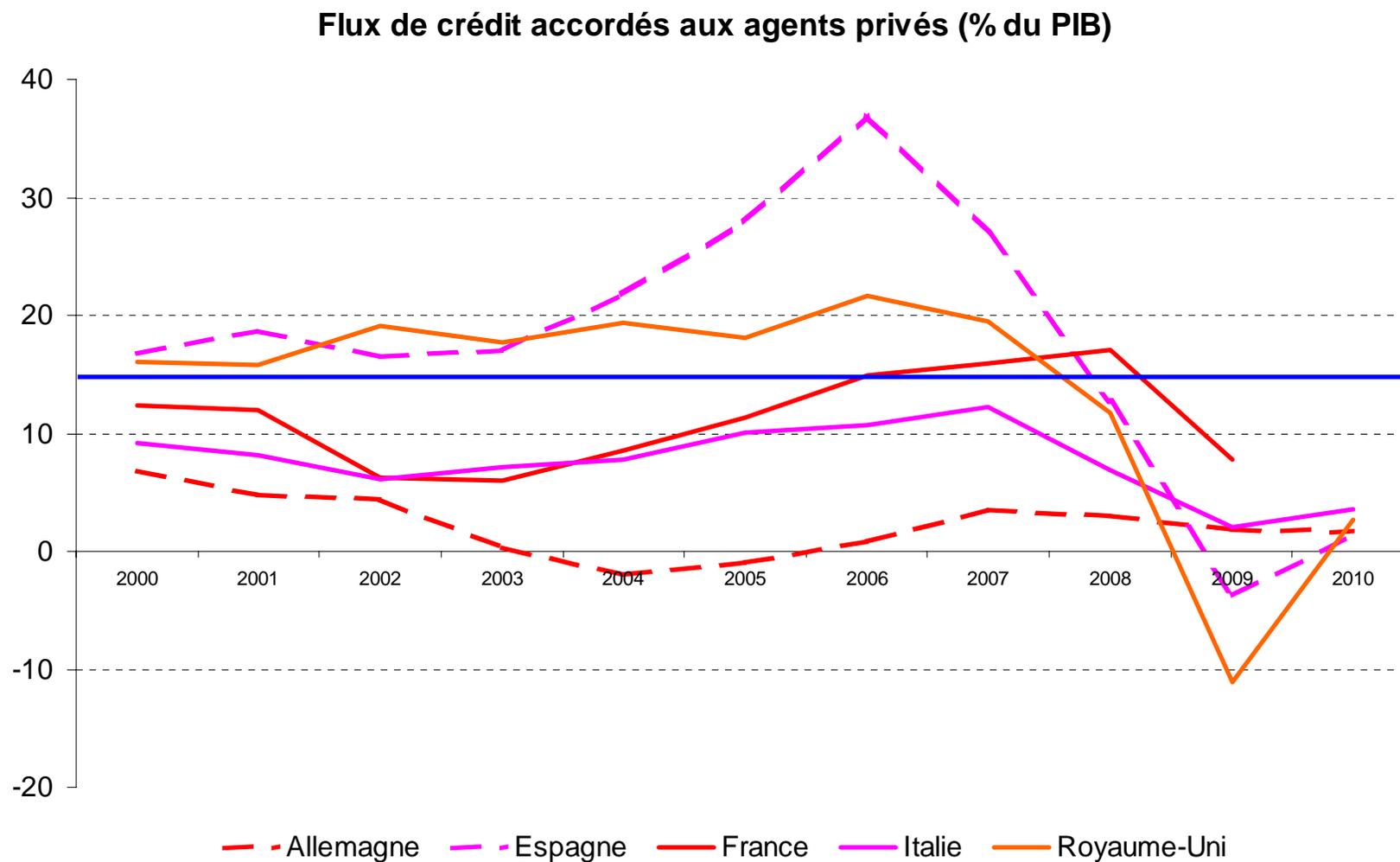
Seuils : 15% du PIB (approche statistique)

Flux non-consolidés

Problème pour le secteur des entreprises : risque que l'existence de flux de crédit importants entre entreprises d'un même groupe (pour des raisons généralement fiscales) exagère l'ampleur des flux totaux de crédit



Indicateur 7 : Flux de crédit accordés aux agents privés



Indicateur 8 : Dette des agents privés

Contrepartie en termes de stocks des flux de crédits accordés au secteur privé

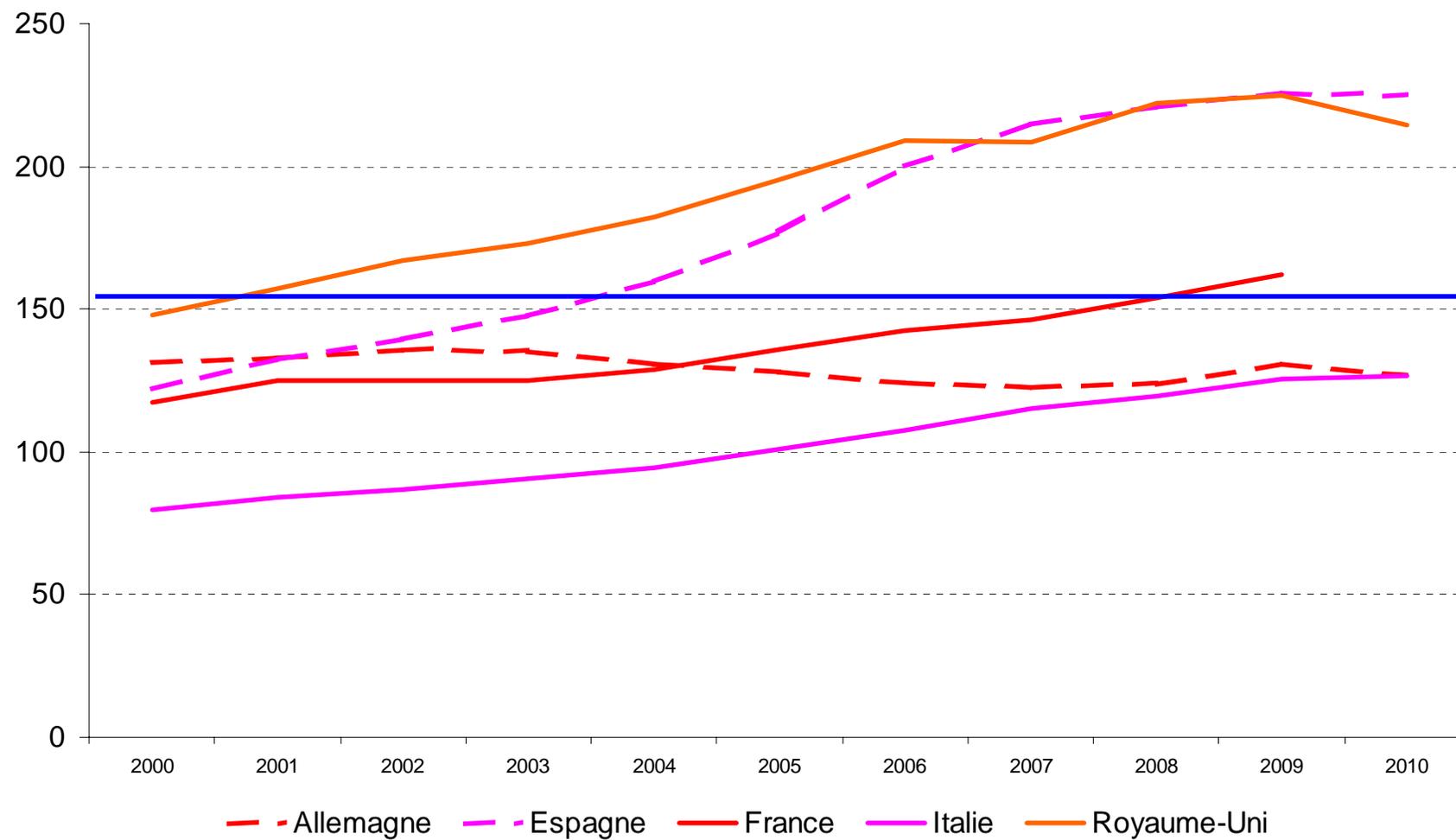
Seuils : 155% du PIB (approche statistique)

Dette non-consolidée



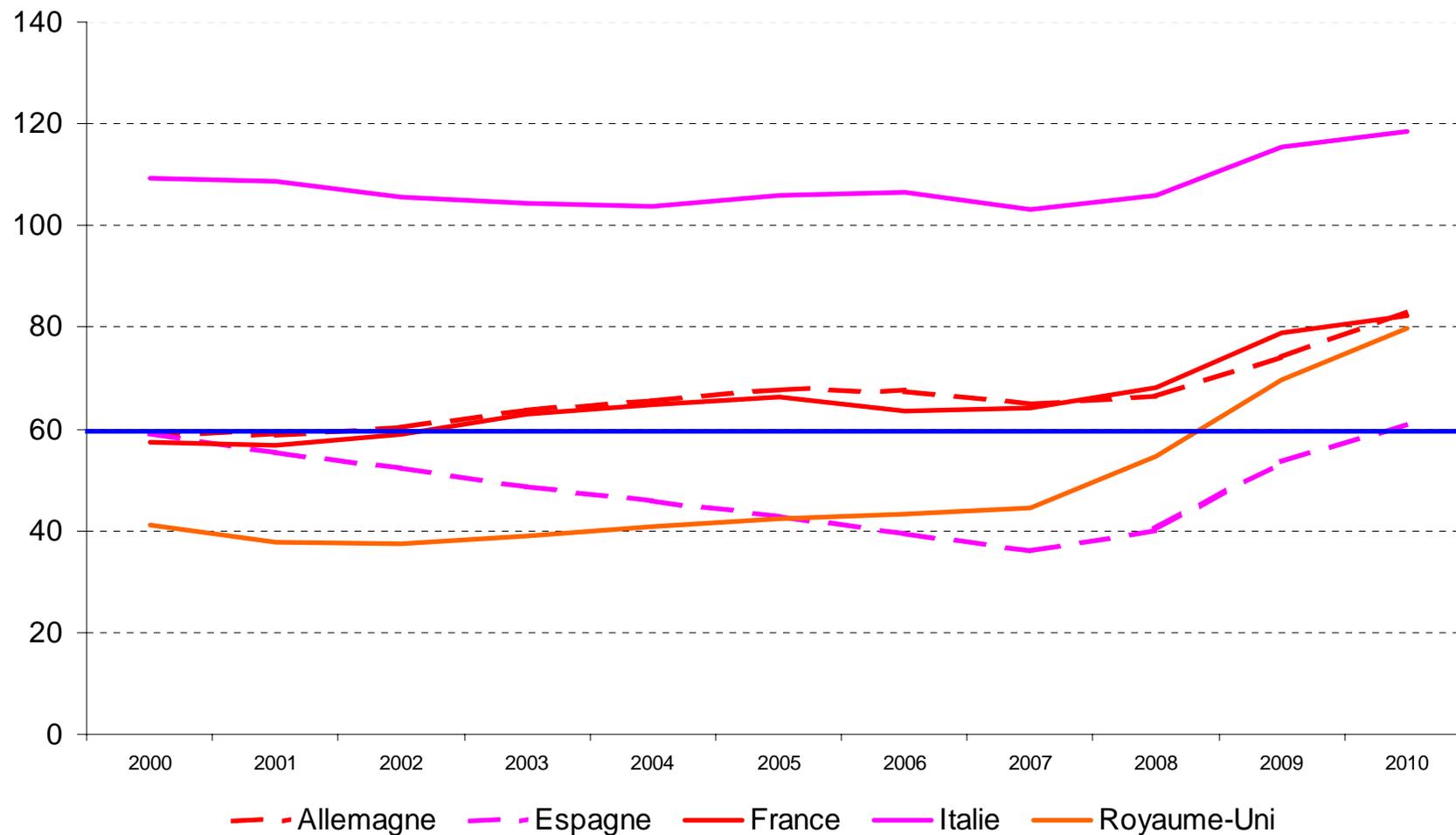
Indicateur 8 : Dette des agents privés

Dette des agents privés (% du PIB)



Indicateur 9 : Dette des administrations publiques

Dette des administrations publiques (% du PIB)



Indicateur 10 : Taux de chômage

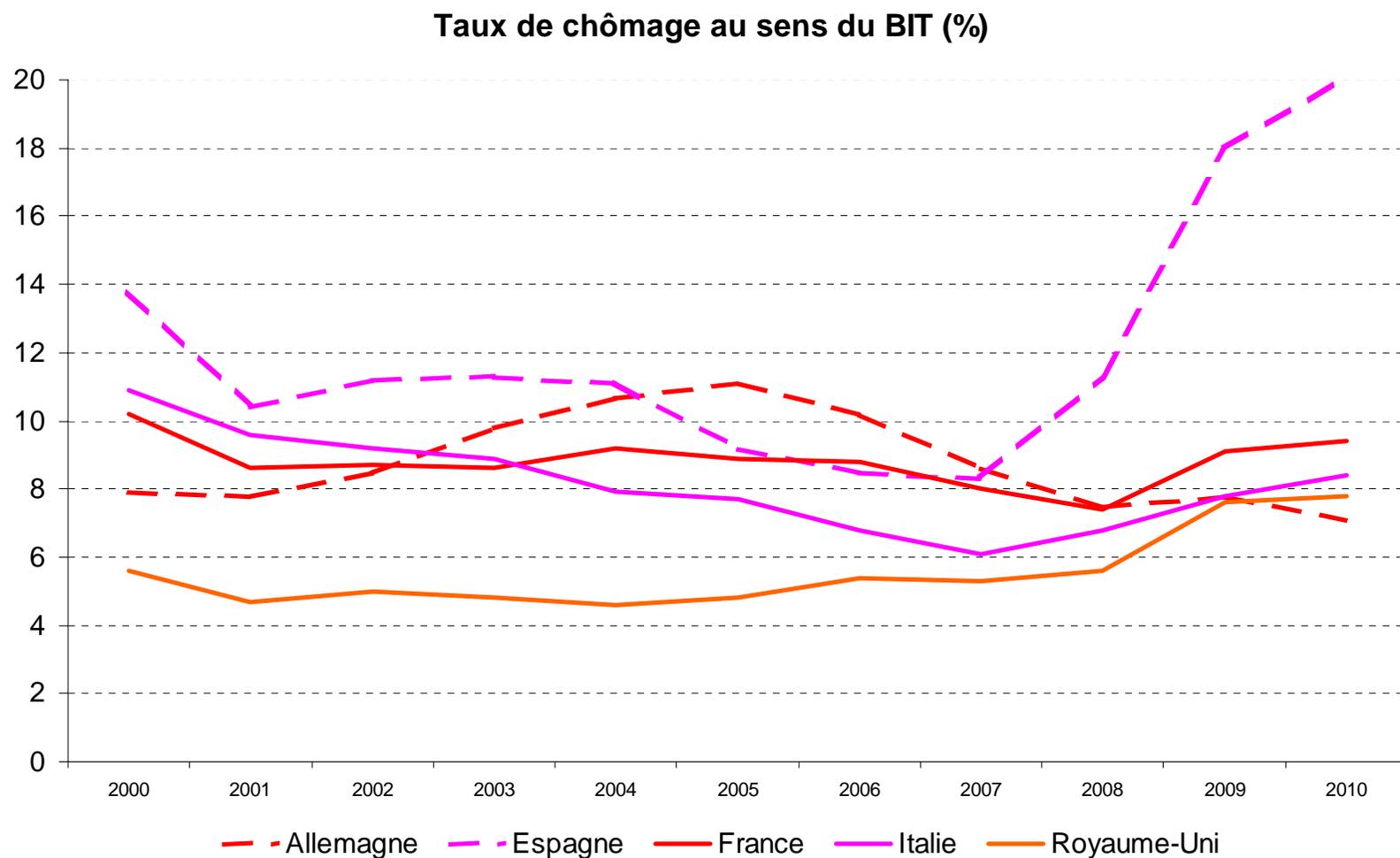
Taux de chômage au sens du BIT (définition européenne harmonisée)

Pas de seuils pour l'instant

Par définition, c'est un indicateur de déséquilibre macroéconomique (déséquilibre du marché du travail); en revanche il tend plutôt à se dégrader après le déclenchement d'une crise économique (donc intérêt pas si évident dans le cadre d'un mécanisme d'alerte)



Indicateur 10 : Taux de chômage



Les indicateurs de la procédure de déséquilibres macroéconomiques

Merci de votre attention !

Contact

M. Ronan Mahieu

Tél. : 01 41 17 37 01

Courriel : ronan.mahieu@insee.fr

Insee

18 bd Adolphe-Pinard
75675 Paris Cedex 14

www.insee.fr  

Informations statistiques :
www.insee.fr / Contacter l'Insee
09 72 72 4000
(coût d'un appel local)
du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00